

Maryvonne Dussaux
MCF-UPEC
Laboratoire le LIPHA
mail : ma.dussaux@gmail.com

Présentation de l'article : Eduquer au territoire pour imaginer de nouvelles pratiques sociales

Dans le courant de l'année 2024 va paraître aux éditions ENS, collection questions de société, un ouvrage collectif intitulé : « *Imaginaires pour l'Environnement* ». Il est coordonné par Lolita Rubens, Professeur à l'Université Paris Est Créteil et Isabelle Portelinha, enseignante chercheuse aux Etats Unis.

Leur proposition est de créer un répertoire d'imaginaires positifs en communiquant sur des initiatives ayant eu pour objectif une transformation pour la défense, fut-elle directe ou indirecte, de l'environnement (Portelinha & Rubens, 2021). Il s'agit de démontrer que la réalité est loin du mythe selon lequel l'industrialisation et la destruction de la nature se produit dans une indifférence généralisée ; que l'urgence écologique n'entraîne pas un manque absolu de désir de protection de l'environnement, ni d'initiatives ou de luttes pro-environnementales. Ainsi, sondage après sondage, l'opinion publique européenne se déclare favorable à la protection de l'environnement et de la biodiversité, positionnant le changement climatique comme l'une de ses préoccupations majeures. Un appel à contribution a été adressé à des chercheurs de toutes disciplines. Dans notre réponse, nous avons proposé de fonder notre réflexion sur le travail de l'association LPBS et en particulier son dernier projet ¹ « l'eau en Somme, patrimoine pour le futur ». Il nous paraissait important qu'il y ait dans l'ouvrage au moins un chapitre qui traite de la question de l'éducation car cette dimension-centrale de notre point de vue- est très souvent mise de côté dans les réflexions sur la transition écologique. Il s'agissait également pour nous de poursuivre nos travaux sur l'éducation au territoire (Dussaux, 2017).

La problématique générale de l'article est la suivante : Depuis les années 70, les analyses se multiplient pour dénoncer l'impasse de la civilisation thermo-industrielle. Néanmoins, peu de spécialistes nous expliquent comment passer d'un modèle sociétal à un autre et comment penser ensemble ce modèle pour continuer à « faire société ». Nous avons besoin d'élaborer de nouveaux récits (Lange, 2017), de nouvelles utopies (Paquot, 2018) pour imaginer le monde de demain. C'est finalement dans le quotidien des actions majoritairement portées par la société civile que l'innovation sociétale se trouve. Comment ces actions se créent-elles ? Comment se diffusent-elles ? L'engagement de certains permet-il aux autres de devenir aussi des acteurs agissant de la transformation sociale ?

Notre choix s'est porté sur le projet « l'eau en Somme, patrimoine pour le futur » pour quatre raisons majeures : Premièrement, la ressource proposée est novatrice sur le plan pédagogique puisqu'elle propose à la fois une analyse systémique et territorialisée de la question de l'eau. Deuxièmement, sa réalisation est portée par une association qui a la spécificité rare dans le domaine de l'éducation d'être reconnue à la fois pour son implication dans le dialogue territorial et la qualité des actions éducatives qu'elle propose. Troisièmement, le projet participe à la constitution d'un réseau local d'acteurs

¹ Nous utilisons le mot « projet » pour parler de l'action dans sa globalité : conception, réalisation, diffusion, mobilisation des partenaires, appropriation par les acteurs. Pour parler du livret et du film, nous utilisons la notion de « ressource pédagogique ».

engagés sur le thème de l'eau. Enfin, la ressource proposée s'inscrit dans une nouvelle vision de l'aménagement du territoire et la diffusion d'une nouvelle culture de l'eau.

L'analyse présentée dans l'article s'appuie sur la ressource pédagogique proposée, la lecture des bulletins de l'association L.P.B.S, des recherches sur l'histoire locale et une enquête auprès des partenaires de l'association. Nous en présentons ici les grandes lignes.

La première partie de l'article est intitulée : « regarder le fleuve pour apprendre du territoire ». Dans un premier temps, elle rappelle que changer nos représentations sur l'eau devient une nécessité absolue (voir objectifs de l'agenda 2030 de l'ONU) et que pour cela l'éducation de tous est fondamentale. Toutefois les acteurs de l'éducation n'ont pas toujours les ressources nécessaires pour aborder la complexité des enjeux de durabilité et peinent souvent à aller au-delà d'une sensibilisation sur les éco-gestes. De plus, dans le cadre des enseignements scolaires, il est désormais demandé aux enseignants de s'appuyer sur des exemples locaux, mais ils ne disposent pas des outils pédagogiques pour le faire. La ressource proposée par LPBS répond donc à un réel besoin et sa diffusion devrait permettre une meilleure compréhension des enjeux. Le message est simple mais fort : l'eau est partout et, en dépit des aléas, elle est notre richesse. Il faut la connaître et comprendre son importance vitale pour mieux la protéger.

C'est surtout le caractère innovant du livret et du film qui a retenu notre attention car il se place dans la perspective d'une éducation globale au territoire. Pas de discours abstraits, ni de clivages. L'entrée par le territoire permet de sortir des approches trop institutionnelles ou disciplinaires. L'espace étudié est le bassin versant de la Somme dans toute sa diversité. Comme le fleuve est l'axe structurant du territoire, il est l'axe structurant du projet. La ressource pédagogique s'appuie exclusivement sur les données du territoire pour montrer la complexité du sujet. Les 18 fiches du livret, abondamment illustrées, apportent, grâce à des études de cas, les connaissances nécessaires à la compréhension des enjeux. L'approche systémique est mobilisée.

Le film, complément indispensable du livret, permet une approche sensible qui facilite l'attachement à la vallée. Par l'intermédiaire de la caméra, nous pouvons rencontrer les nombreux acteurs locaux engagés dans la protection des espaces. Si les images de submersion marine ou de pluies torrentielles nous inquiètent, nous nous laissons porter par la beauté des paysages et le chant des oiseaux.

Il est également démontré dans la première partie que la réussite du projet est liée à l'ancrage territorial de l'association, à sa connaissance du territoire, à son expertise dans le domaine de l'éducation et à son engagement dans la diffusion d'une culture du risque. La lecture des bulletins de l'association explique qu'elle œuvre à la valorisation du territoire sans séparer action citoyenne et action éducative. L'objectif est de mieux comprendre et connaître les enjeux mais sans hiérarchiser les connaissances, sans séparer savoirs disciplinaires et savoirs d'usage. Les responsables de l'association sont à la fois impliqués dans le dialogue territoriale (grâce à son agrément pour la protection de l'environnement) et dans un travail d'éducation pour tous.

Toutes ces actions ont permis à l'association de s'inscrire dans un réseau d'acteurs qui a pu être immédiatement mobilisé dès que l'idée de concevoir une ressource pédagogique sur la problématique de l'eau dans la vallée de la Somme a germé. De plus, l'important travail de recherche réalisé a permis de rencontrer de nouveaux partenaires. Globalement, on peut distinguer dans le réseau qui porte le projet deux types d'acteurs : D'une part, ceux qui ont apporté un soutien à la conception, à la réalisation et à la diffusion : Agence Six qui a produit le livret, la société « Deux-ci, d'eux-là » qui a réalisé le film, le Conseil départemental qui a permis de développer le travail sur les zones humides et le Rectorat qui a facilité la diffusion du livret et qui intègre dans ses formations la ressource pédagogique. D'autre part, les acteurs qui ont souhaité s'inscrire dans le partenariat afin d'amplifier la diffusion d'une nouvelle culture de l'eau : Agence de l'eau, la MACIF, GSM (entreprise de la baie de Somme) et la fédération de la pêche.

La deuxième partie de l'article s'intitule « cours d'eau et espaces naturels : ruptures dans l'imaginaire collectif ». Il s'agit là de reprendre la problématique générale de l'ouvrage pour répondre à la question : En quoi ce projet, cette initiative locale issue de la société civile participe-t-elle à la constitution d'un nouvel imaginaire collectif ? La réponse nous oblige à rechercher dans l'histoire du territoire quelles ont été les évolutions qui ont conduit à nier l'importance de l'eau à un point tel qu'il faut maintenant changer notre modèle culturel si nous voulons protéger nos éco-systèmes. Le « déni de l'eau » dans l'histoire du bassin versant de la Somme, s'observe à partir de trois éléments majeurs : La canalisation du fleuve, l'aménagement du littoral et le développement industriel.

Jusqu'au moyen âge, les hommes vivaient en osmose avec les rivières et les zones humides. Ils y trouvaient leur nourriture, pouvaient y faire boire leurs troupeaux et prélever de l'eau pour développer leurs cultures. Mais, bien avant la révolution industrielle, les aménagements successifs vont progressivement éloigner les habitants des fleuves et des rivières. L'historien Bernard Le Sueur (2015) a montré que la propriété des cours d'eau a été, dès le XIV^{ème} siècle, l'objet de désaccords entre le Roi et les seigneurs. L'objectif est de faire circuler des bateaux, et pour cela les cours d'eau vont être aménagés et des canaux vont être creusés. Dans la Somme, le Roi Louis XVI impose la canalisation du fleuve en 1785. Réalisée en 1827, elle fera l'objet de conflit entre les ingénieurs des Ponts et Chaussée et les habitants pendant 60 ans comme le retrace Monsieur Estancelin, député de la Somme dans un plaidoyer paru en 1834. Finalement, l'approche technique s'imposera aux habitants sans considération pour leurs activités, ni leur connaissance de ce que nous appellerions aujourd'hui l'éco-système.

Jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, les habitants du littoral ignoraient la mer. Ils s'en tenaient éloignés car ils en connaissaient les dangers. Seuls ceux qui vivaient de la pêche s'y aventuraient et personne ne savait nager. Mais, au milieu du XIX^{ème} siècle s'engage une mutation qui va complètement modifier au fil du temps le regard porté sur le rivage. En effet, à partir de 1840, les classes aisées découvrent l'importance des bains de mer. Depuis Paris et les grandes villes, les migrations se multiplient et des stations balnéaires se développent sur tout le littoral transformant à la fois les modes de vie et le tissu urbain et économique. Sur le littoral picard, on assiste à la mutation des petites communes dont l'activité principale était la pêche. Les habitants, autrefois éloignés de la mer se déplacent. Ainsi, Cayeux prend symboliquement en 1868 le nom de Cayeux sur mer. Johan Vincent montre que, si l'attrait pour la nature est exprimé par les touristes fréquentant des stations balnéaires, ils ne lui donnent qu'une place symbolique. « *Ce qui attire le visiteur, ce n'est pas la nature, mais l'usage maîtrisé de cette nature* » » (Vincent, 2013, p.3).

La vallée de la Somme doit son développement économique à la présence du fleuve et de ses affluents qui facilitent le transport des marchandises et apportent la ressource nécessaire aux nouvelles activités. Au XII^{ème} siècle, Amiens est devenue une « ville drapante » grâce à son eau très calcaire. Au XVII^{ème} siècle, Colbert choisit Abbeville, près de l'embouchure de la Somme, pour y installer deux manufactures. Plus tard, l'invention de la machine à vapeur permet l'essor de la région de Flixecourt, entre Amiens et Abbeville, au bord de la Somme et de son petit affluent la Nièvre. L'eau, asservie, est mise au service du développement industriel sans considération pour l'impact environnemental.

« L'eau réunit un ensemble exceptionnel de qualités physiques et chimiques ; elle peut devenir solvant, fluide thermique ou simplement liquide facile à manipuler. Ces propriétés expliquent pourquoi l'eau est impliquée dans toutes les grandes activités industrielles ; les usines utilisent l'eau de manière répétée au cours des stades successifs de la chaîne de fabrication » (Boeglin, Roubaty, 2007, p.2).

L'histoire du bassin versant de la Somme montre comment se concrétise la volonté de dominer l'eau au profit du développement du commerce et de l'industrie. Les habitants ont été progressivement éloignés du fleuve, le littoral a été approprié par les touristes. Comme les autres cours d'eau, la

Somme et ses affluents ont été longtemps considérés comme de simples déversoirs. Mais, les inondations de 2001 vont produire un choc et une rupture dans les représentations collectives sur l'eau. Si de nombreux acteurs restent encore dans une posture de déni, une dynamique se met en place pour progressivement pratiquer une politique de prévention des inondations et conduire des actions d'éducation auprès des habitants. Mais, au-delà de la culture du risque qui se développe, c'est aussi un politique de protection et de valorisation des espaces naturels et des cours d'eau qui s'engage. En 2006, le Conseil départemental, désormais propriétaire et gestionnaire d'une grande partie du réseau hydrographique, va placer le fleuve au cœur de son projet de territoire. La démarche « Somme, Vallée Idéale » engage un travail de reconquête des espaces naturels et des berges du fleuve. La richesse des éco-systèmes est reconnu au niveau international au travers de conventions RAMSAR. Le fleuve n'est plus instrumentalisé. Il est considéré comme un patrimoine qui doit être respecté et valorisé. On peut affirmer que, dans l'imaginaire collectif, une nouvelle culture du fleuve est en train de s'inventer.

- Cloquier, C., Hoeblich, J.M. (2012). D'eaux et de glaces : les excès et les ravages de la Somme en milieu urbain du XV^{ème} au XVIII^{ème} siècle in Nature et composition urbaine. Actes du 137^{ème} congrès national des sociétés historiques et scientifiques. Paris : Editions CTHS
- Dussaux, M. (2017). L'éducation au territoire. In Barthes A., Lange J.M. & Tutiaux Guillon, N. (Eds.). Dictionnaire critique des enjeux et concept des « éducations A ». Paris : L'harmattan.
- Dussaux, M. (2015). Risques, citoyenneté et éducation. In Lange, J.M. (dir.). In Actes du colloque international "Les éducations à : levier(s) de transformation(s) du système éducatif ?" Université de Rouen, 17-18-19 novembre 2014. Consultable en ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01183403>
- Estrancelin, L. (1834). *Nouvelles observations sur le canal de la basse Somme*. Paris : Carilian Goeury libraire.
- Lange, J.M. (2017). Educations a-disciplinaires, entre récits et pratiques : un paradoxe didactique ? Iste OpenScience.
- Le Sueur, B. (2015). *Le domaine public des rivières et des canaux : histoires culturelles et enjeux contemporains*. Paris : l'Harmattan.
- Massart, C. (1996). *Cayeux*. Joué les tours : A. Sutton.
- Paquot, P. (2018). *Utopies et utopistes*. Paris : La découverte.
- Portelinha, I., Rubens, L. (2021). Environnement et communication publique : potentiel mobilisateur des croyances normatives et identitaires relatives à l'humanité et à leur contexte. In Meier O. & Valarcher P. (Eds). *Innovation publique. Regards croisés sur les transformations juridiques, sociales et sociétales*. Paris: Editions EMS.
- Vincent, A. (1999). Culture de fleuve. In: *Le Monde alpin et rhodanien. Revue régionale d'ethnologie*, n°1-3/1999. Le Rhône. Un fleuve et des hommes. pp. 7-18.
https://www.persee.fr/doc/mar_0758-4431_1999_num_27_1_1676
- Vincent, J. (2013). Origine des rapports complexes à la nature dans les stations balnéaires françaises. In VertigO- La revue électronique en sciences de l'environnement. Volume 13, n°3, 12-2013